

Enseignement et recherche

L'une des priorités de l'Union est d'investir généreusement dans l'enseignement et la recherche afin de promouvoir sa propre compétitivité et d'offrir aux Européens les qualifications dont ils ont besoin pour vivre au XXI^e siècle.

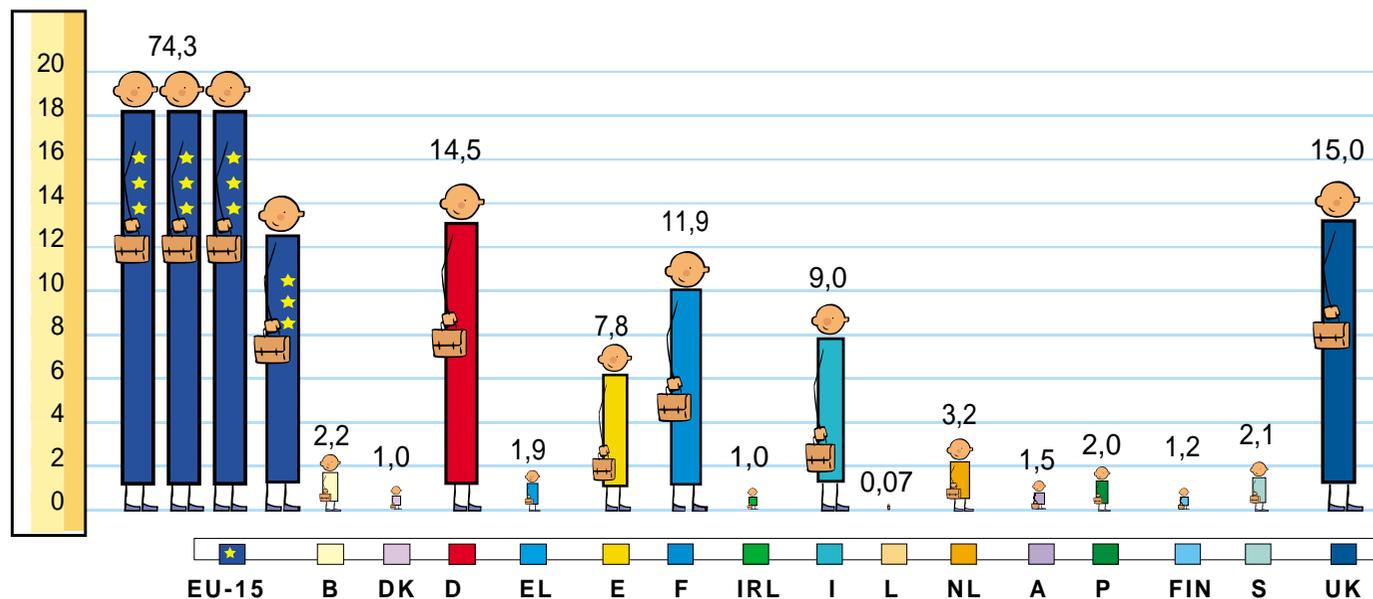
Les Européens sont plus nombreux à étudier

Le nombre de jeunes scolarisés à temps plein – et, plus spécialement, celui des étudiants de l'enseignement supérieur – est en augmentation dans l'Union, à mesure que les Européens prennent conscience de l'intérêt inhérent à de meilleures qualifications.



Nombre d'écoliers et d'étudiants (enseignement maternel exclu, à temps plein ou partiel et tous les groupes d'âge confondus) en 2000 (en millions)

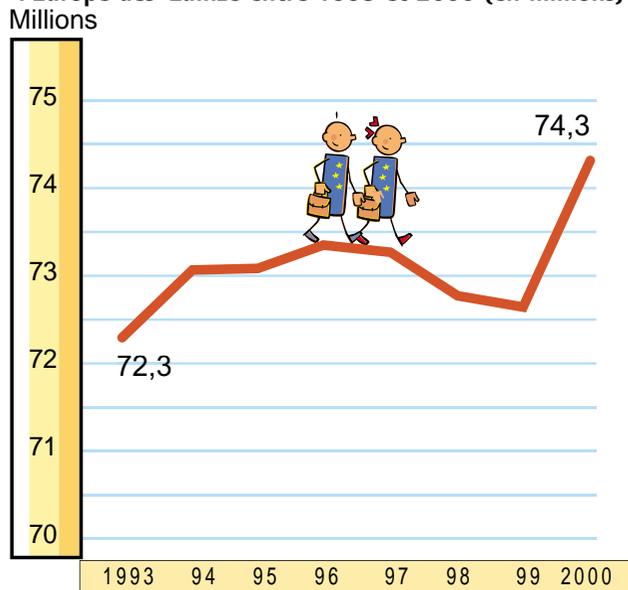
Millions



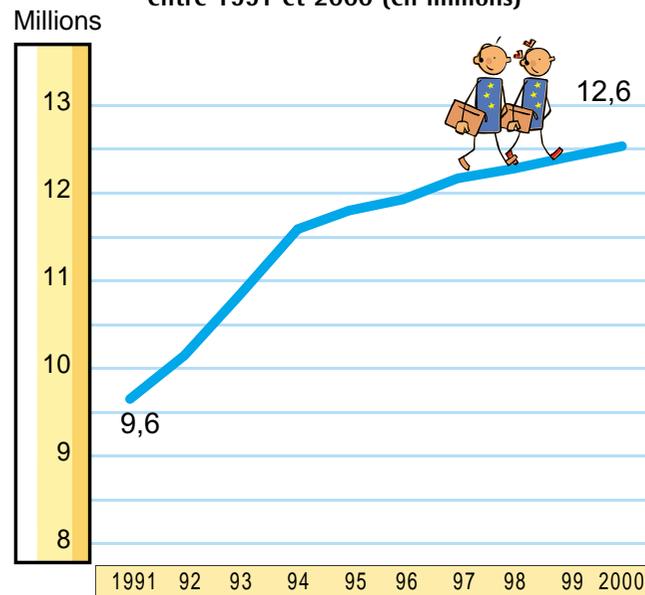
Sources: Eurostat, Unesco et OCDE.



Tendances suivies par la population scolaire et estudiantine (enseignement maternel exclu) dans l'Europe des Quinze entre 1993 et 2000 (en millions)



Tendances suivies par la population estudiantine de l'enseignement supérieur dans l'Europe des Quinze entre 1991 et 2000 (en millions)



Depuis 1998-1999, les chiffres relatifs au Luxembourg pour les trois premiers niveaux d'enseignement englobent les établissements privés. Les chiffres relatifs à l'Allemagne pour le niveau d'enseignement le plus élevé (niveau avancé de l'éducation tertiaire) ne sont pas disponibles.

Sources: Eurostat, Unesco et OCDE.

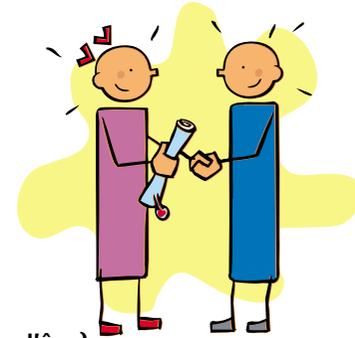
Les chiffres relatifs à l'Allemagne pour le niveau d'enseignement le plus élevé (niveau avancé de l'éducation tertiaire) ne sont pas disponibles.

Sources: Eurostat, Unesco et OCDE.

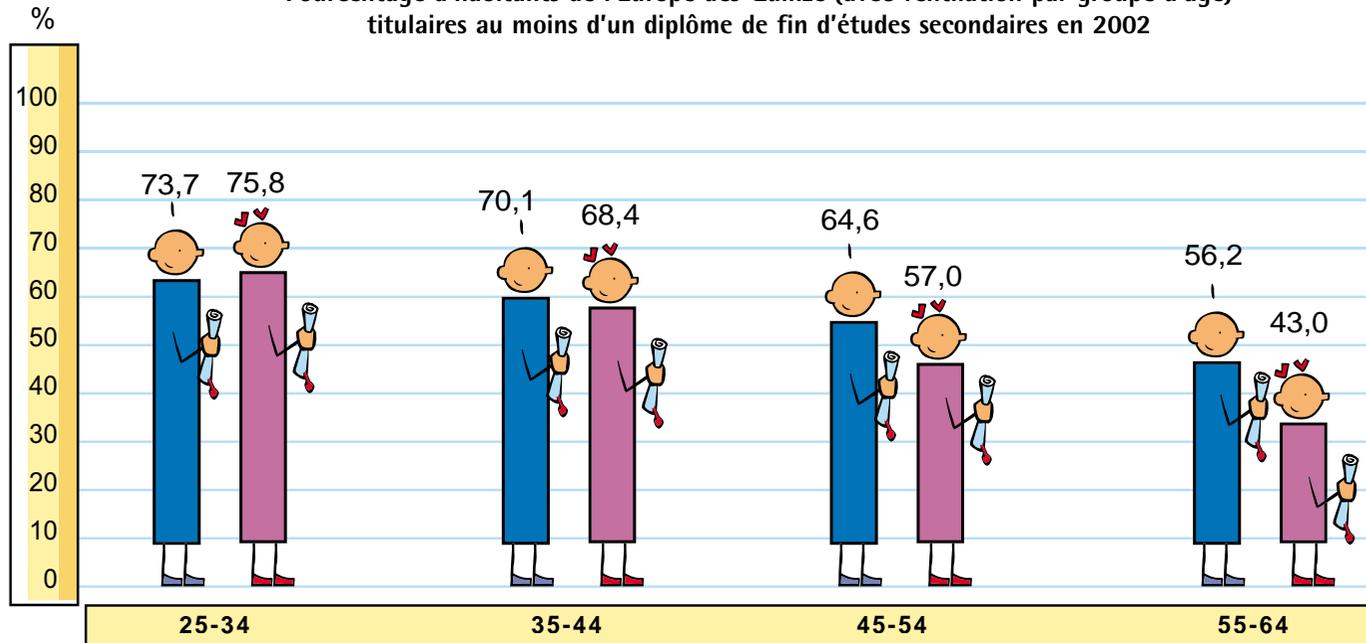


Les jeunes Européens sont mieux qualifiés

Depuis trente ans, le niveau éducatif de la population communautaire dans son ensemble affiche une progression constante. Les femmes, dont les acquis étaient inférieurs à ceux de la population masculine pour la génération précédente, ont maintenant rattrapé, voire dépassé, les hommes.



Pourcentage d'habitants de l'Europe des Quinze (avec ventilation par groupe d'âge) titulaires au moins d'un diplôme de fin d'études secondaires en 2002



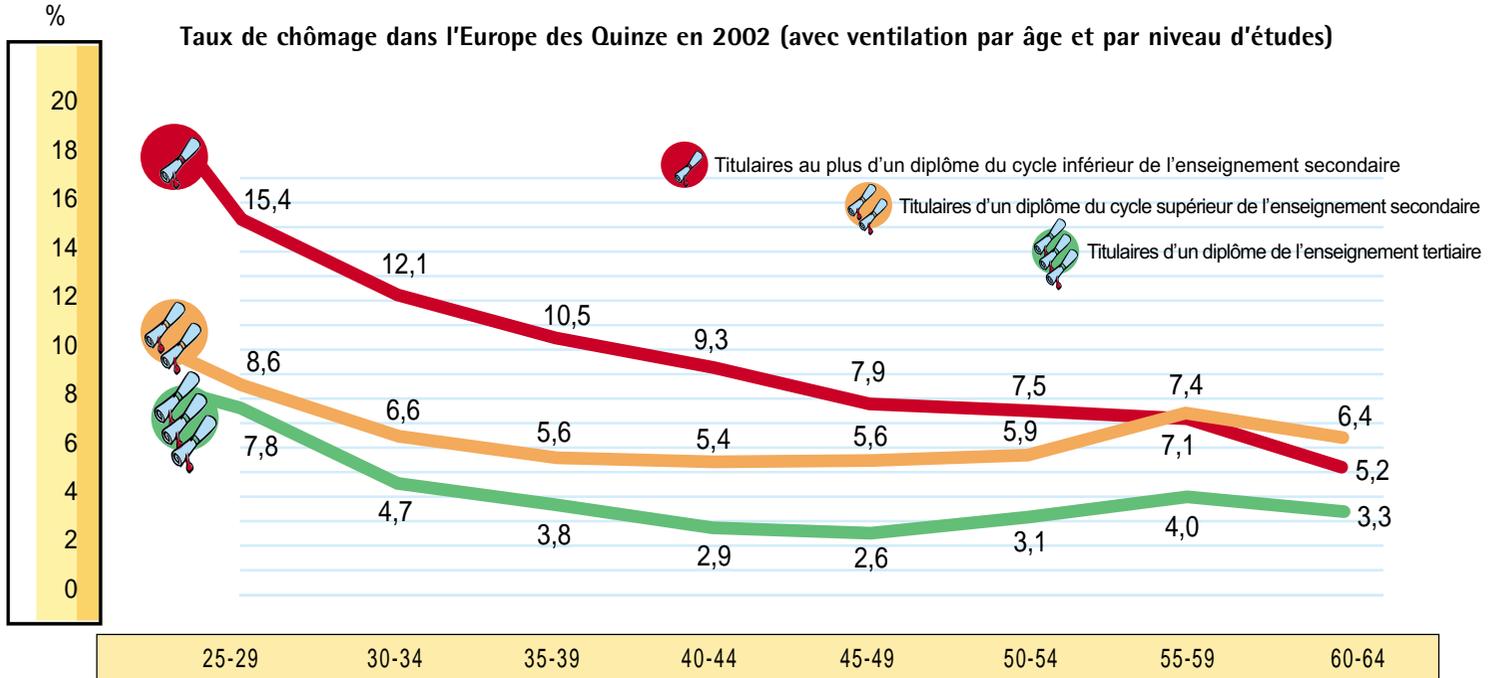
Source: Eurostat.



De meilleures études pour de meilleures perspectives d'emploi



D'une façon générale, et exception faite des retraités, plus vous vieillissez, plus vous avez de chances d'être actifs si vous vivez sur le territoire de l'Union européenne. Mais moins vous avez fait d'études, plus vous risquez de vous retrouver au chômage, quel que soit votre âge. Si vous avez achevé des études tertiaires – autrement dit, si vous possédez un diplôme universitaire –, vous avez deux ou même trois fois plus de chances de décrocher un emploi que quelqu'un du même âge qui ne disposerait que d'un certificat de l'enseignement primaire ou du premier cycle de l'enseignement secondaire.



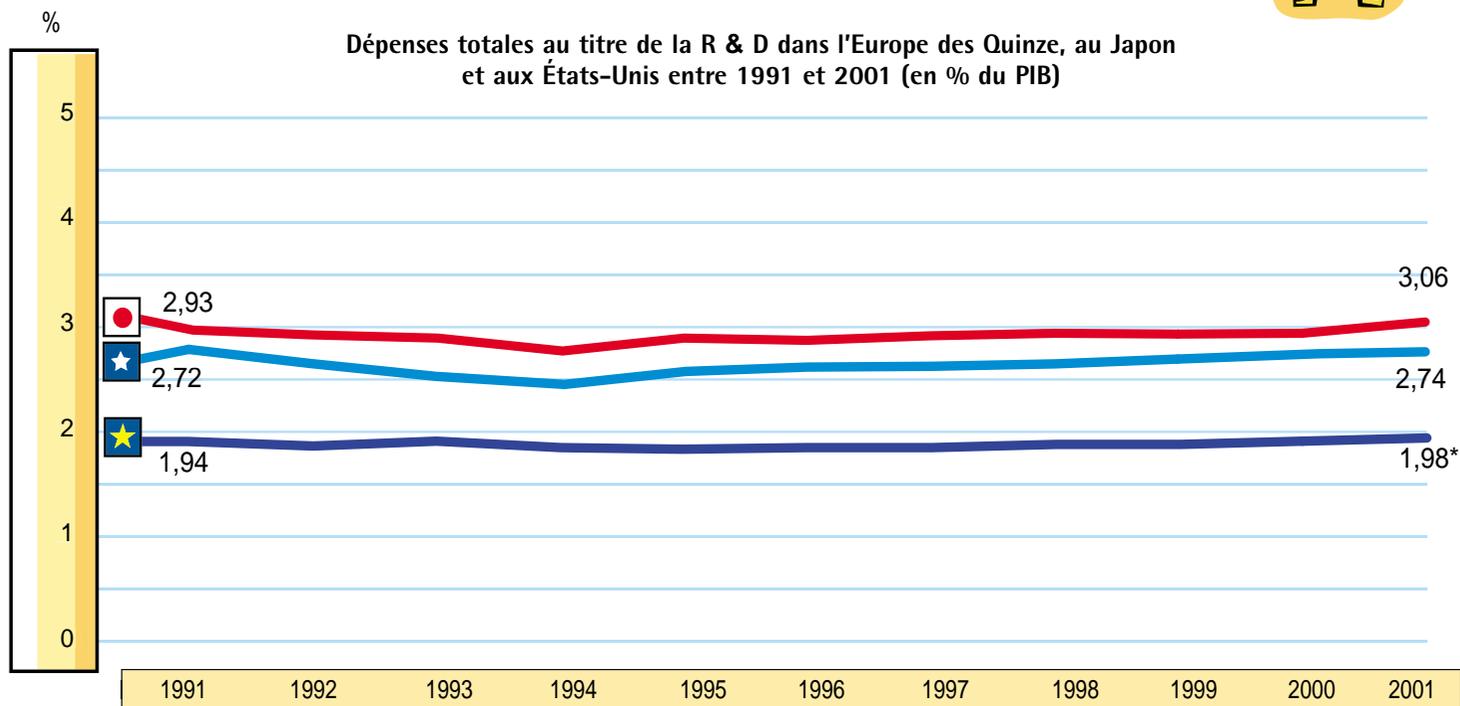
Ces chiffres sont indicatifs, compte tenu de la taille réduite des échantillons.

Source: Eurostat.



La clé de l'avenir: la recherche

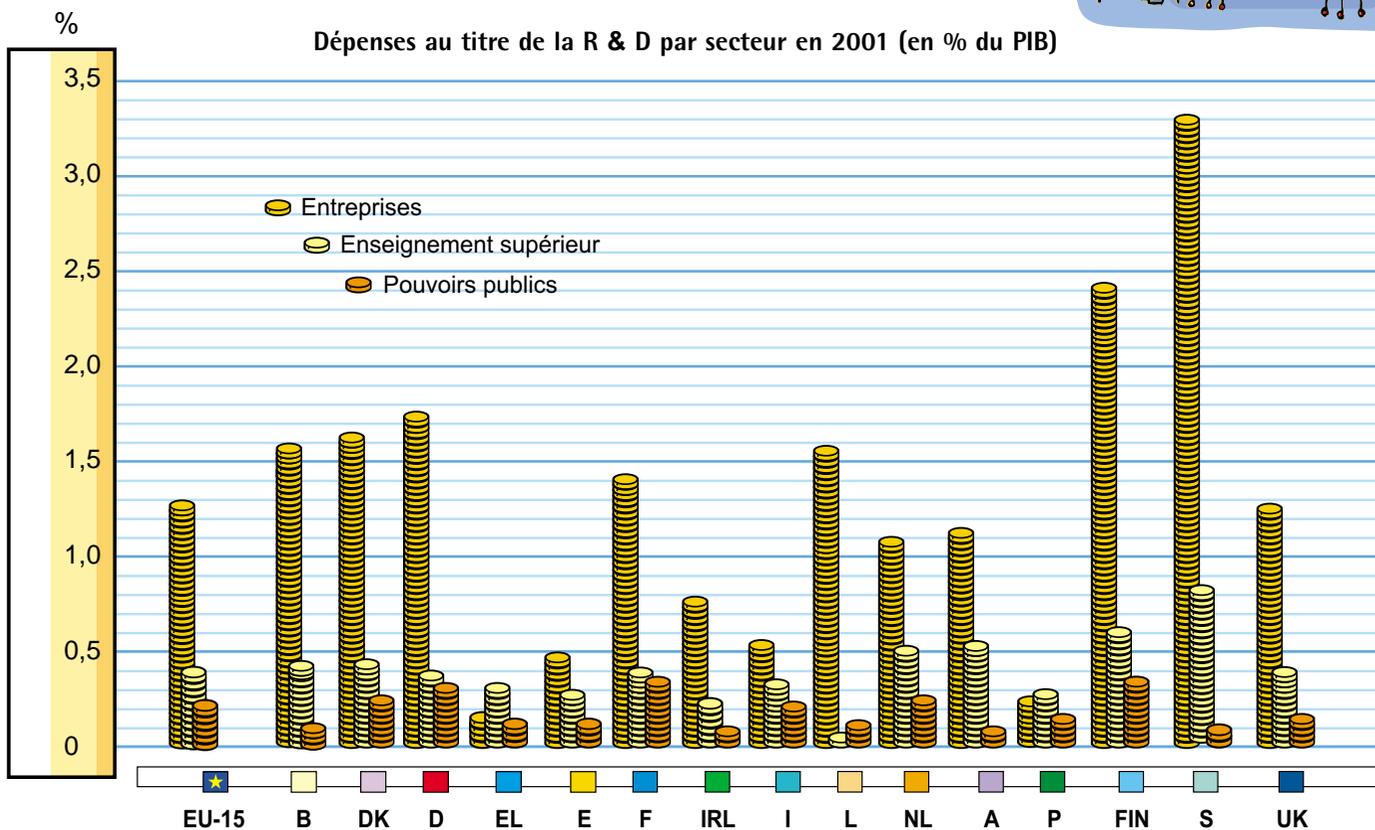
D'une manière générale, les dépenses de l'Union au titre de la recherche et du développement (R & D) ont progressivement diminué entre 1990 et 2000, de sorte que, pour l'Europe, la décennie s'est achevée sur un retard de plus en plus grand par rapport aux États-Unis et au Japon. Or, la R & D est la clé de l'avenir pour ce qui est de la compétitivité et de la création d'emplois; voilà pourquoi, depuis 2000, la nouvelle stratégie de l'Union dans ce domaine consiste à investir beaucoup plus dans la recherche. En 2001, les dépenses correspondantes étaient revenues à 1,94 % du PIB.



Les chiffres relatifs à l'Europe des Quinze sont estimatifs, de même que ceux relatifs aux États-Unis pour 2000.

Sources: Eurostat et OCDE.

La part du PIB consacrée à la R & D varie d'un État membre à l'autre. Certains membres, comme la Finlande ou la Suède, investissent beaucoup dans ce secteur, en partie parce qu'ils sont en tête du marché pour la technologie de la téléphonie mobile.



EL: chiffres de 1999; A: chiffres de 1998; P: chiffres de 1999; S: chiffres de 1999.

Source: Eurostat.



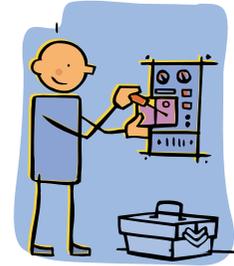
L'Union européenne au travail

L'emploi est une priorité absolue pour l'Union, qui aspire à devenir l'économie fondée sur le savoir la plus dynamique et la plus compétitive au monde d'ici à 2010. Elle doit pour cela créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité et veiller à ce que l'égalité des chances ne soit pas un vain mot, de façon que quiconque veut travailler puisse le faire. Elle vise à assurer un taux d'emploi de 67 % d'ici à janvier 2005 et de 70 % en 2010.

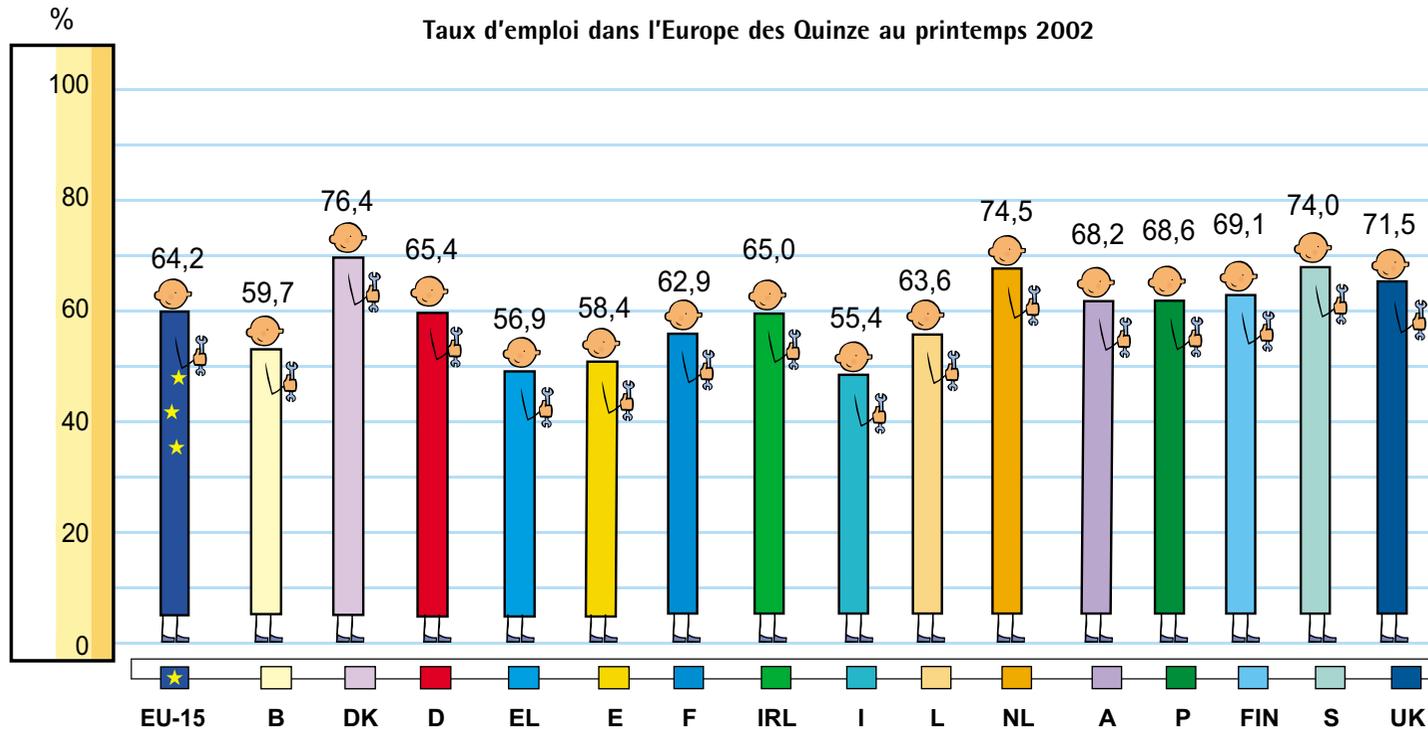


Quelle est la population active de l'Union?

Au printemps 2002, plus de 64 % des personnes en âge de travailler avaient un emploi et on dénombrait 1,7 million d'emplois de plus qu'au printemps 2001. Cependant, le taux d'emploi varie d'un État membre à l'autre et, souvent aussi, d'une région à l'autre dans un pays donné. Il diffère aussi en fonction du sexe.

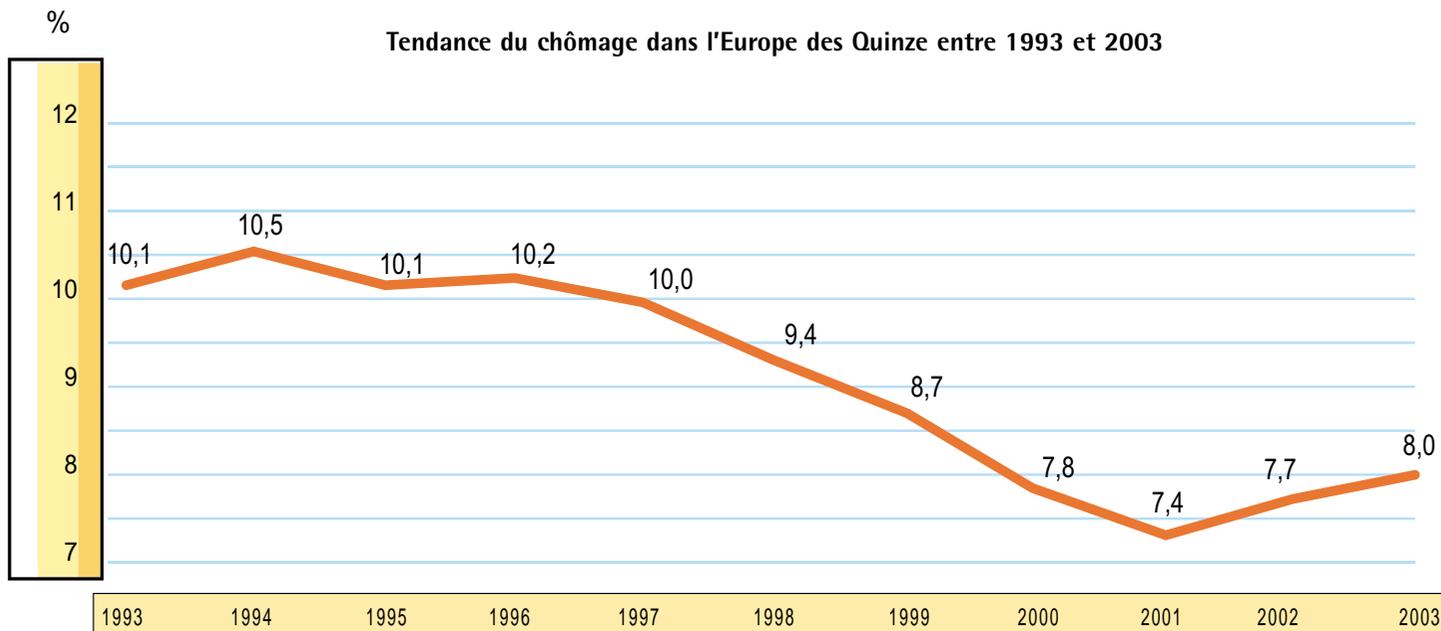


Taux d'emploi dans l'Europe des Quinze au printemps 2002



Source: Eurostat.

En juin 2003, environ 8,1 % de la main-d'œuvre totale de l'Union étaient sans emploi, chiffre à comparer à ceux des États-Unis (6,4 %) et du Japon (5,3 %). Dans l'ensemble, le taux de chômage dans l'Union a baissé entre 1993 et 2001, et les Quinze ne ménagent pas leurs efforts pour se réengager dans cette voie.



Source: Eurostat.



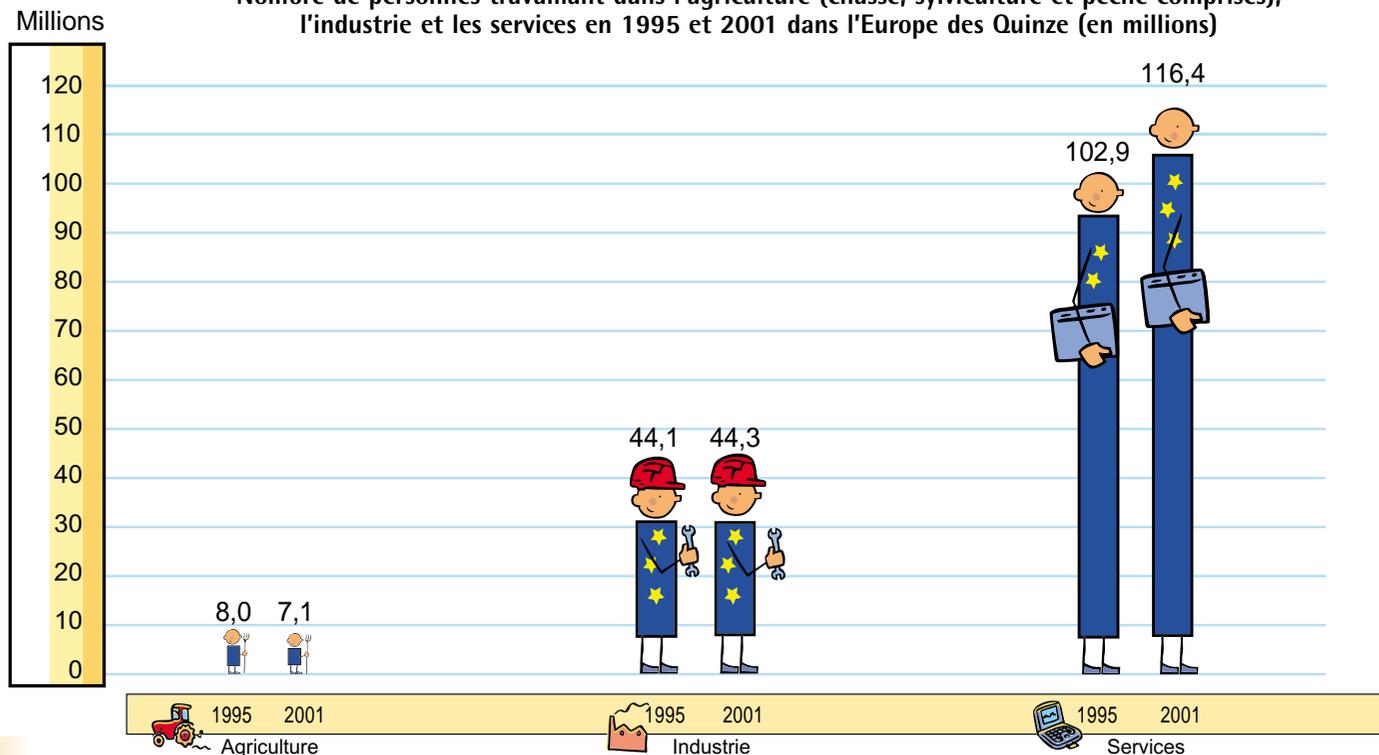
Dans quels secteurs travaille-t-elle?

Dans les années 50, plus de 20 % de la population de l'Union (qui ne comptait, à l'époque, que six États membres) travaillaient dans l'agriculture et quelque 40 % dans l'industrie. Dans l'Europe des Quinze de 2001, ces chiffres ont chuté, respectivement, à 4 et à 29 %.

La plupart des emplois créés dans l'Union relèvent du secteur des services, lequel occupe désormais deux travailleurs sur trois. De nombreux nouveaux emplois font appel au traitement de données et aux techniques informatiques, deux disciplines qui commandent l'avenir de la compétitivité de l'Union.



Nombre de personnes travaillant dans l'agriculture (chasse, sylviculture et pêche comprises), l'industrie et les services en 1995 et 2001 dans l'Europe des Quinze (en millions)

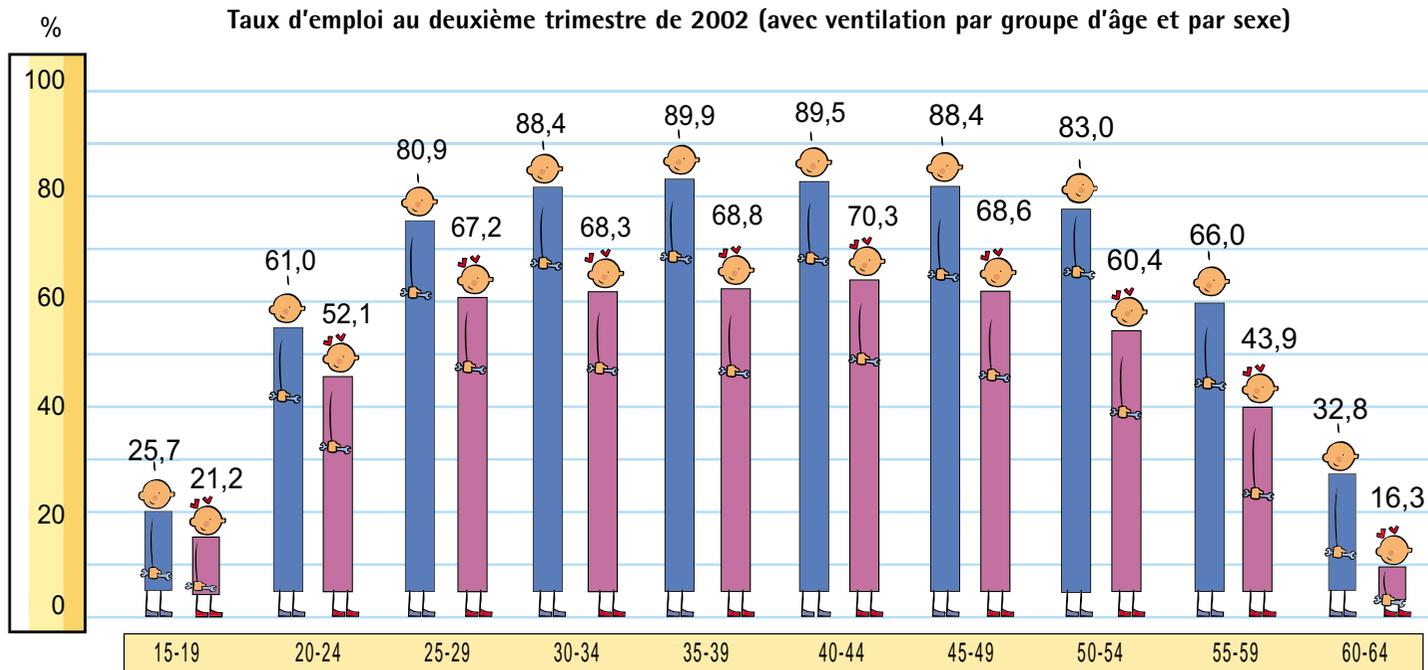


♀♂ Les mêmes chances pour tous?



Les hommes sont plus nombreux à travailler que les femmes; cela vaut pour tous les groupes d'âge et, en général, pour tous les États membres. Cela s'explique tantôt par des discriminations sur le lieu du travail, ou par un choix personnel, tantôt par l'influence de traditions culturelles.

La proportion de femmes au travail varie considérablement entre le Nord et le Sud. Les pourcentages les plus faibles se retrouvent en Europe méridionale et les plus élevés en Europe septentrionale. Par exemple, en 2002, un peu plus de 42,7 % des femmes grecques en âge de travailler avaient effectivement un emploi, contre plus de 70 % au Danemark et en Suède. En outre, dans l'Union, les hommes et les femmes travaillent suivant des régimes différents: les femmes employées à temps partiel sont plus nombreuses que les hommes.

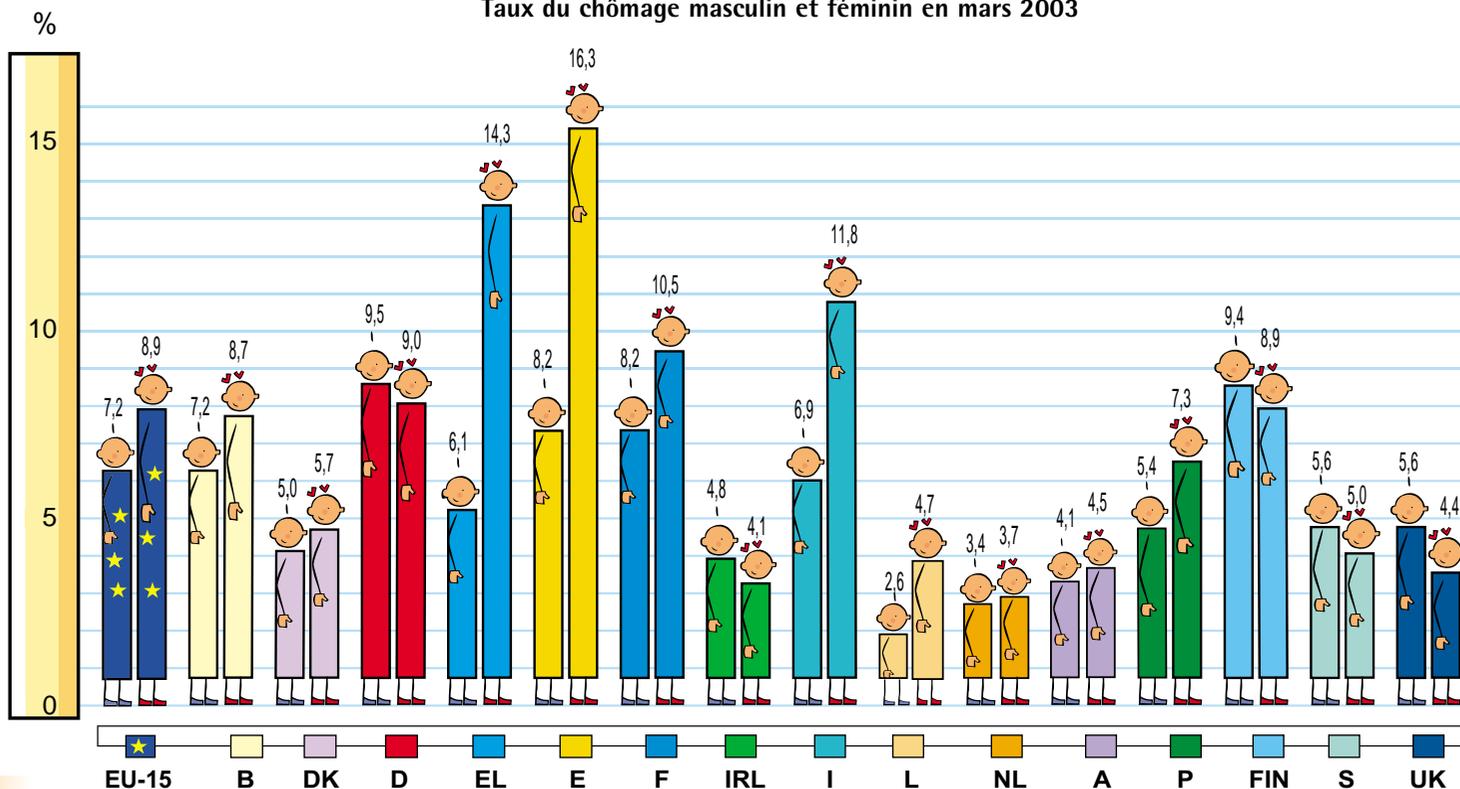


Les taux de chômage des hommes et des femmes varient d'un État membre à l'autre. En mars 2003, le Luxembourg affichait le taux de chômage féminin le moins élevé et l'Espagne le plus élevé.



Pour être aussi compétitive que possible et, parallèlement, assurer la prise en charge des retraités de demain, l'Union doit accroître la taille de sa population active. Cela suppose que les femmes entrent en plus grand nombre sur le marché de l'emploi et que les personnes des deux sexes travaillent plus longtemps. L'Union déploie des efforts particuliers pour aider les gens de tous les groupes d'âge à trouver et garder un emploi. Elle applique à cet effet, notamment, des politiques d'incitation au travail à temps partiel et des mesures destinées à réconcilier carrière et vie privée.

Taux du chômage masculin et féminin en mars 2003



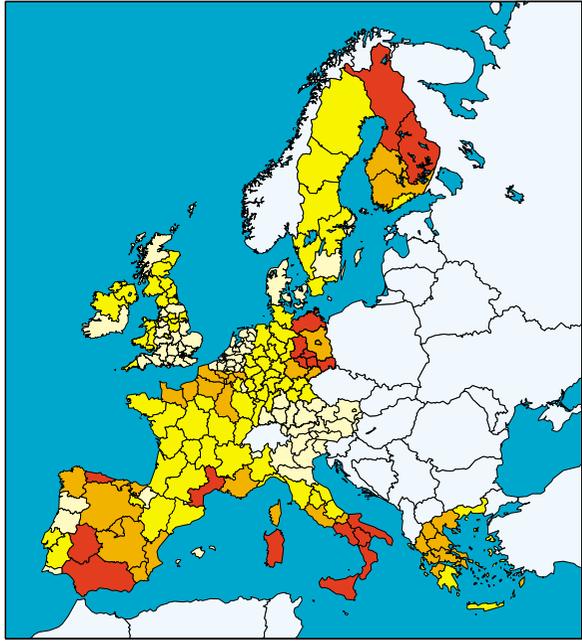
Différences régionales

À l'intérieur de l'Union, le chômage touche certaines régions plus que d'autres. La situation est particulièrement mauvaise là où d'anciennes industries ont fermé, ainsi que dans les régions périphériques, où l'on n'a pas investi suffisamment dans les voies de communication. Les Fonds structurels (environ un tiers du budget communautaire) servent à régénérer les régions durement frappées par le chômage grâce à la création d'emplois et à l'amélioration des transports et de l'environnement.



Taux de chômage dans les régions de l'Europe des Quinze en 2000

- Régions où le taux de chômage est égal ou supérieur à 15 % 
- Régions où le taux de chômage se situe entre 10 et 15 % 
- Régions où le taux de chômage se situe entre 5 et 10 % 
- Régions où le taux de chômage est inférieur à 5 % 



Source: Eurostat.



Commerce et économie

L'un des principaux objectifs de l'Union est le progrès économique. En cinquante ans et, plus spécialement, depuis les années 80, bien des efforts ont été consacrés au démantèlement des barrières entre les économies des États membres et à l'aménagement d'un marché unique où biens, personnes, capitaux et services peuvent circuler librement. Le volume des échanges entre les Quinze a considérablement augmenté, en même temps que l'Union en soi devenait une puissance commerciale mondiale.



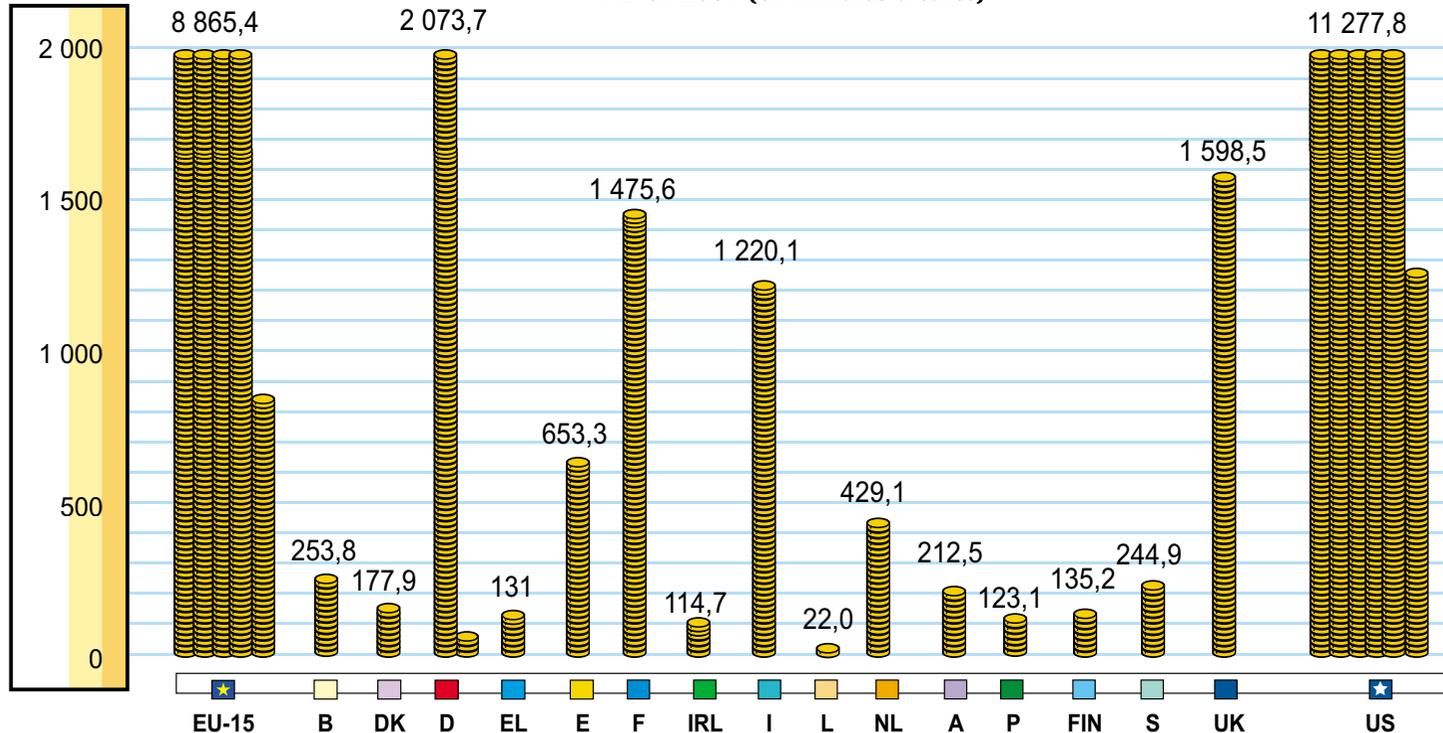
Production

Récemment encore, le PIB de l'Union dans son ensemble était analogue à celui de son principal concurrent, à savoir les États-Unis. Ces dernières années, toutefois, les Américains ont pris de l'avance sur les Européens grâce, en partie, à la révolution de l'internet, mais l'Europe met les bouchées doubles pour les rattraper et reprendre la tête.



Milliards d'euros

PIB en 2001 (en milliards d'euros)

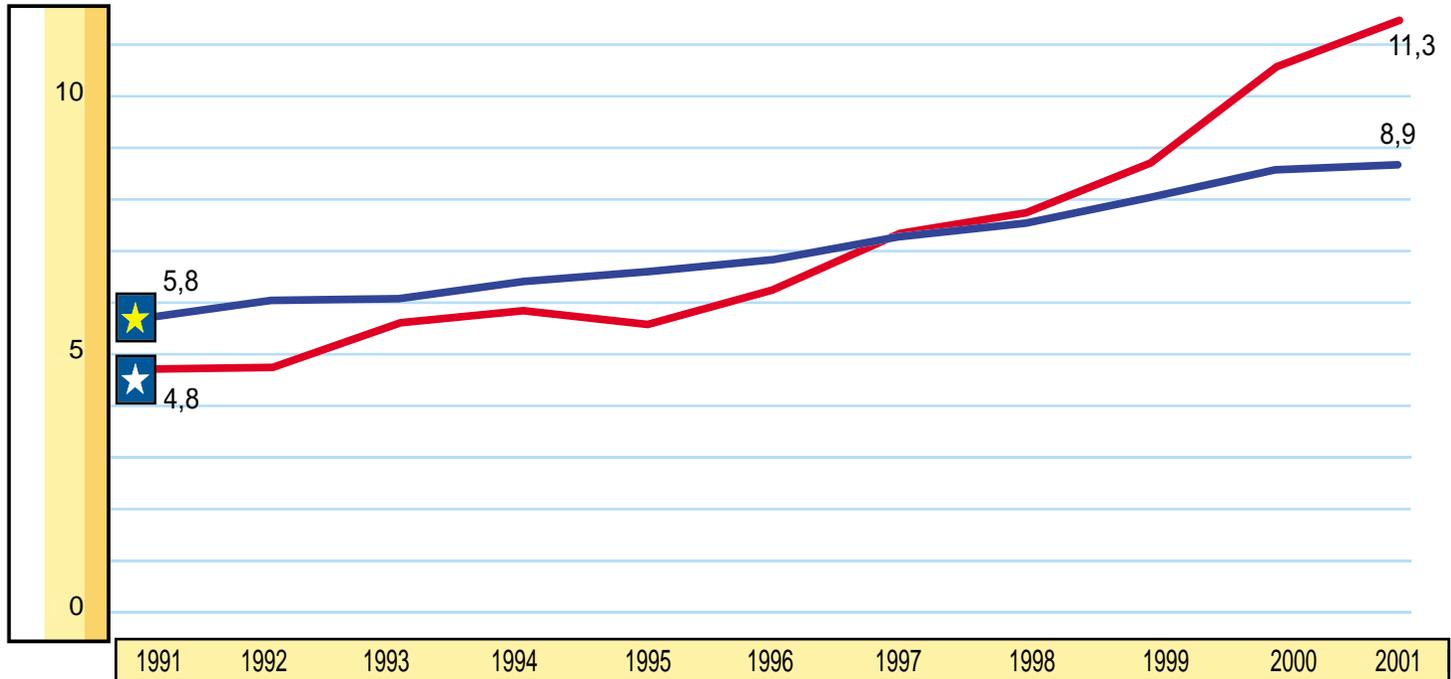


Source: Eurostat.



PIB des États-Unis et de l'Europe des Quinze entre 1991 et 2001 (en billions d'euros)

Billions d'euros



Source: Eurostat.



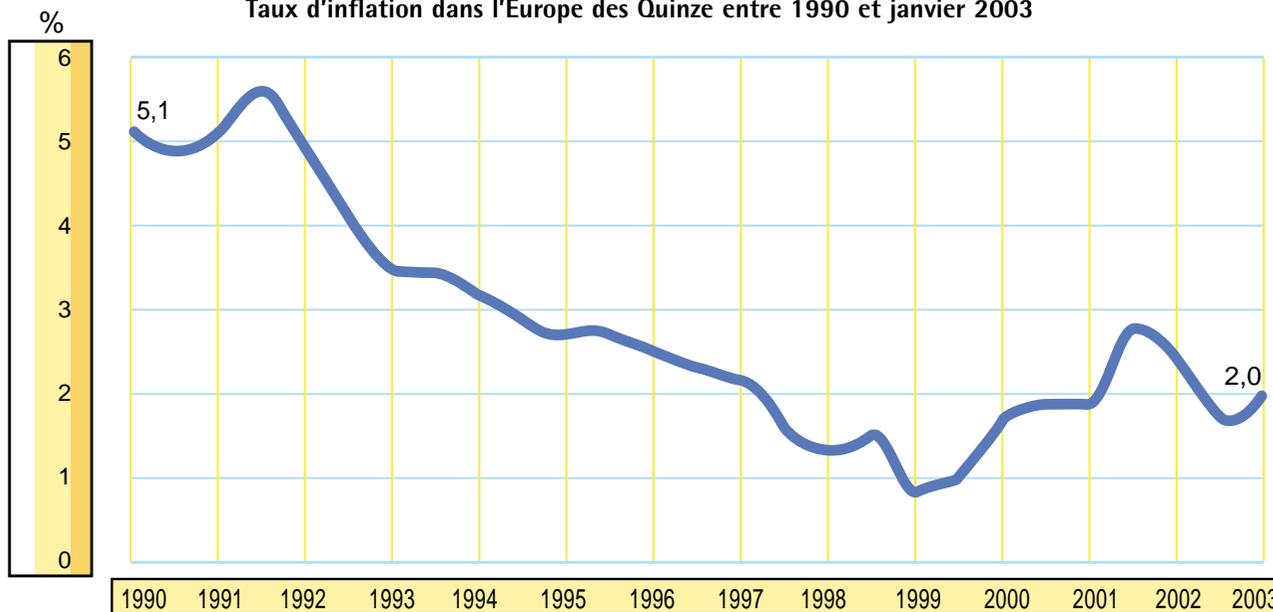
Vaincre l'inflation

Durant les années 80 et au début de la décennie suivante, l'inflation a figuré parmi les problèmes économiques les plus graves de l'Union: les prix et les salaires se propulsaient mutuellement vers le haut, le coût de la main-d'œuvre renchérisait et de nombreuses entreprises se voyaient contraintes de débaucher. Pour maîtriser l'inflation, les banques centrales ont dû imposer des taux d'intérêt élevés, mesure néfaste pour les petites entreprises et les petits propriétaires.

Depuis dix ans, les gouvernements des États membres travaillent de concert à faire diminuer l'inflation et, partant, les taux d'intérêt et le chômage. Une inflation et un loyer de l'argent peu élevés étaient deux des conditions auxquelles devaient satisfaire les pays désireux d'adopter la monnaie unique européenne. La Banque centrale européenne, qui fixe les taux d'intérêt pour toute la «zone euro», veut contenir l'inflation en deçà de 2 %.



Taux d'inflation dans l'Europe des Quinze entre 1990 et janvier 2003



Les méthodes de calcul appliquées dans les États membres de l'Union n'ont pas été harmonisées avant 1995. Par conséquent, tous les chiffres antérieurs à 1996 se fondent sur des données nationales adoptées à des fins d'harmonisation.

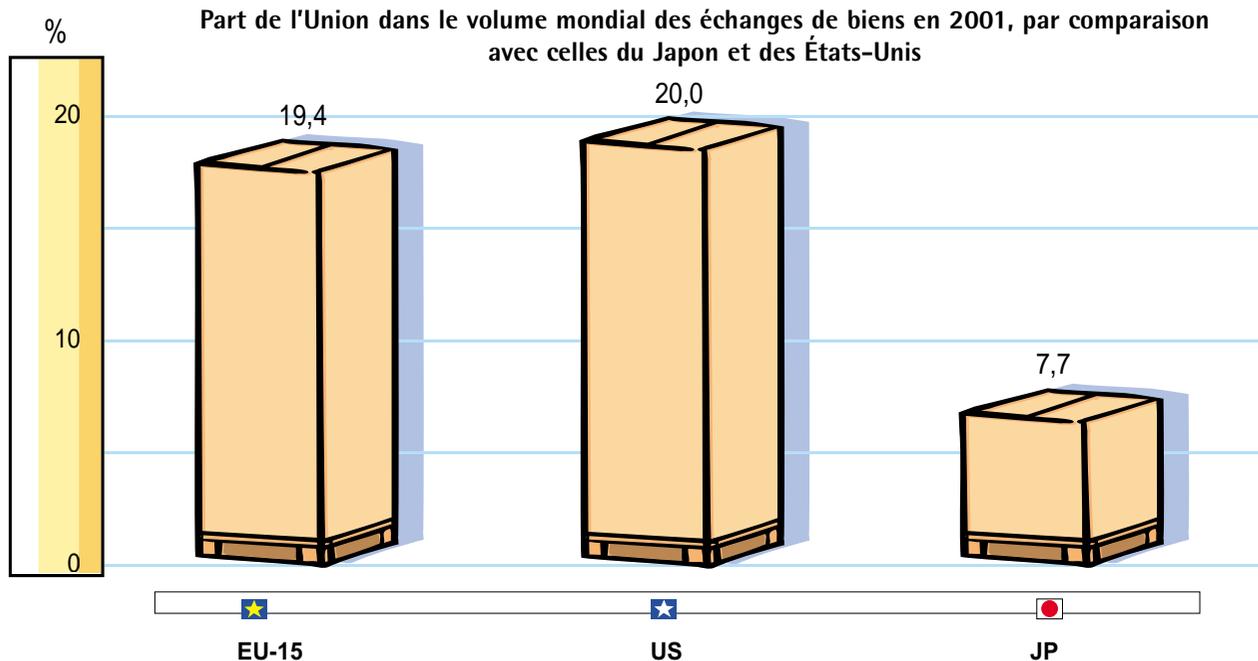
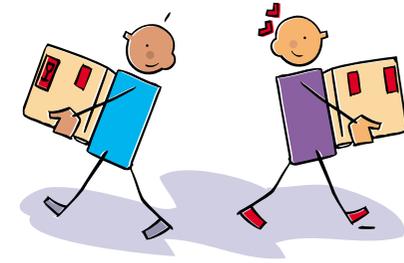
Source: Eurostat.



L'Union, une grande puissance commerciale

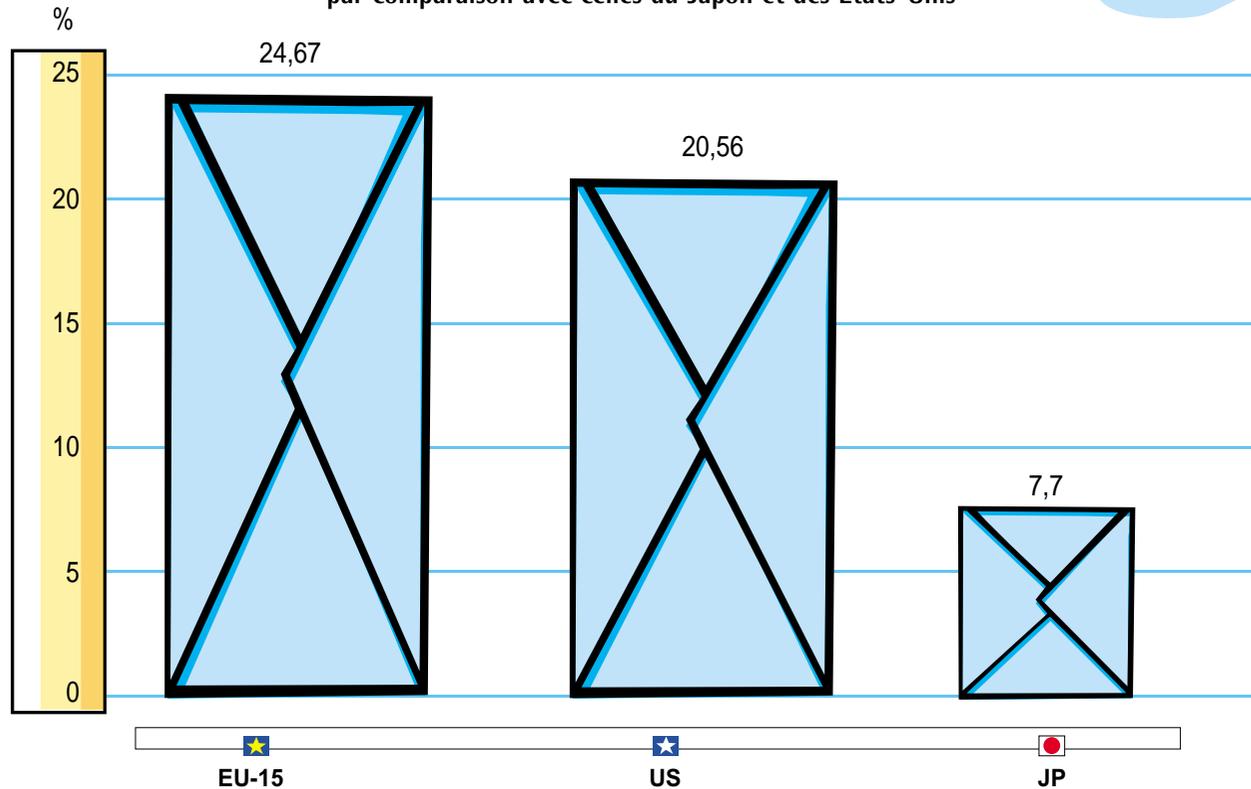
Entre 1990 et 2000, le volume total des échanges entre l'Union et le reste de la planète a doublé. Désormais, l'Union est:

- le premier exportateur de biens au monde, avec plus de 985 milliards d'euros (soit un cinquième du total mondial) en 2001;
- le premier exportateur de services au monde, avec 307 milliards d'euros (soit près d'un quart du total mondial) pour la même année. Les services regroupent les secteurs tels que le tourisme, les banques, les assurances et les transports.





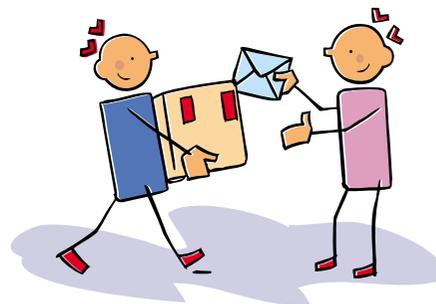
Part de l'Union dans le volume mondial des échanges de services en 2001,
par comparaison avec celles du Japon et des États-Unis



Source: Eurostat.

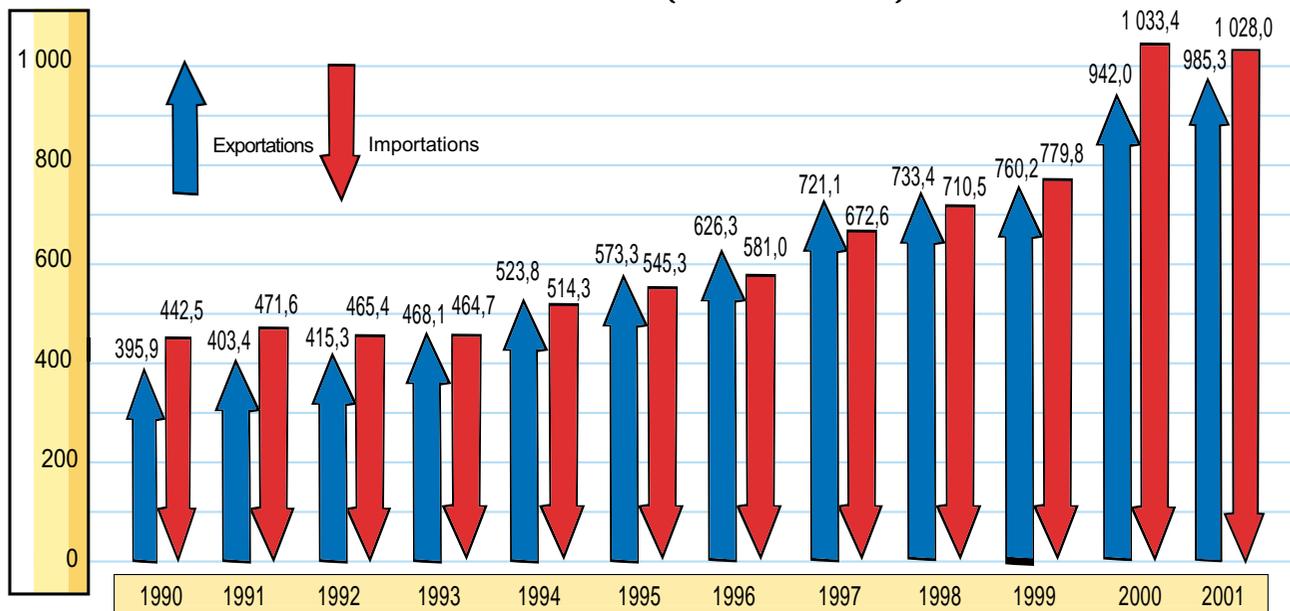
Son statut de grande puissance commerciale confère à l'Union une responsabilité capitale dans l'évolution de la mondialisation. Les Quinze cherchent à user de leur influence auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour obtenir que les échanges mondiaux soient régis sur le principe de l'équité et que la mondialisation profite à tous, y compris aux pays les plus pauvres.

En 2000, les importations communautaires en provenance des pays en voie de développement (PVD) atteignaient 432 milliards d'euros, soit le double du chiffre de 1990. L'Union importe davantage de produits agricoles des PVD que les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon réunis. Elle est le premier importateur de marchandises (toutes catégories confondues) produites dans les pays les moins développés.



Évolution des échanges communautaires avec le reste du monde entre 1990 et 2001 (en milliards d'euros)

Milliards d'euros



Source: Eurostat.

Les échanges entre États membres revêtent, eux aussi, une grande importance. Ils sont devenus plus faciles et moins onéreux grâce à la suppression des barrières tarifaires et des droits de douane. Les échanges de marchandises intracommunautaires ont presque doublé de volume entre 1990 et 2000. Dans le cas de l'Irlande, ils ont pratiquement été multipliés par quatre.

